

Le marché de la destruction

Partage international n° 232 - Décembre 2007

Interview de Symon Hill par Jason Francis

Fondée à Londres en 1973 lors de la guerre du Yom Kippour, qui a provoqué une intensification sans précédent du commerce des armes, l'ONG « Campagne contre le trafic des armes » (CCTA) compte aujourd'hui tout un réseau international qui s'efforce de réduire voire d'éliminer toute exportation d'armes - d'autant que ce commerce ne fait qu'accroître la pauvreté dans le monde. Son porte-parole est Symon Hill. Jason Francis l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Combien de sociétés, multinationales, etc. sont-elles aujourd'hui impliquées dans le commerce des armes et à combien se monte leur chiffre d'affaires ?*

Symon Hill : Les sommes impliquées chaque année dans le commerce des armes sur la planète dépassent de loin toutes celles liées aux autres activités humaines, y compris le pétrole. Ces sommes viennent d'atteindre mille milliards de dollars. Il y a littéralement des milliers de sociétés qui travaillent sur ce terrain, dominées de loin, cependant, par Lockheed Martin, Boeing et BAE Systems.

PI. *Quelles sont, dans ce domaine, les relations entre les gouvernements et les compagnies privées ? Quel y est, en particulier, le rôle des membres du G8 ?*

SH. Les cinq premiers exportateurs d'armes sont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'influence des sociétés militaires américaines sur la classe politiques fait depuis longtemps l'objet de critiques.

Il en va de même en Grande-Bretagne, bien que la situation y soit quelque peu différente du fait de l'écrasante suprématie de BAE Systems et de ses sociétés satellites et sous-traitantes. Selon les médias britanniques, le chef de la BAE détient « la clé de la porte » du 10, Downing Street.

PI. *A combien se montent les subventions publiques au commerce des armes ?*

SH. Les sociétés de vente d'armes influencent les gouvernements pour obtenir des subventions. Bien que la quasi-totalité des politiciens anglais et

américains se réclament du libre-échange, ils semblent suspendre cette règle pour le commerce des armes. Nombre de gouvernements offrent des « crédits à l'exportation », qui s'adosent aux contrats privés. Ce soutien prend également d'autres formes. Le Royaume uni possède une agence publique d'assistance à l'exportation des armes (DESO), qui est en fait une agence de marketing spécialisée, financée par le contribuable. Après des années de campagne de la CCTA, le premier ministre Gordon Brown a annoncé en juillet 2007 la fermeture du DESO. C'est une grande victoire. Nous veillerons à la prochaine dissolution de cette organisation.

PI. *Les personnels militaires et attachés diplomatiques promeuvent-ils directement le commerce des armes ?*

SH. Oui, souvent. On attend des ministres en déplacement à l'étranger, et même de la famille royale, qu'ils cherchent des contrats de ce genre, même si le but de leur voyage semble tout à fait différent.

PI. *Quels sont les effets socio-économiques des dépenses d'armements sur les sociétés ?*

SH. Bien des victimes du commerce des armes ne sont pas celles des bombes, etc. Elles meurent car leurs gouvernements achètent des armes au lieu de lutter contre la pauvreté et d'instaurer des systèmes de santé dignes de ce nom. Par exemple, le Pakistan dépense davantage dans le secteur militaire que dans ceux de l'éducation et de la santé.

Les achats d'armements résultent souvent de la corruption de ministres qui n'en auront jamais l'usage. On sait qu'en 2002, le gouvernement tanzanien, grâce à la corruption, a acheté à BAE des systèmes de contrôle du trafic aérien militaire, totalement inutiles, et à des prix exorbitants. Les pays développés gaspillent des millions en « subventions au commerce des armes », au lieu de les utiliser à combattre la pauvreté, améliorer les services publics et ralentir le changement climatique.

Le budget militaire américain comparé à celui du reste du monde et au budget global de l'Onu

- Le budget militaire américain, dans sa totalité, atteint 40 % des dépenses mondiales dans ce domaine.
- Le budget militaire américain est près

de sept fois supérieur à celui de la Chine, son second.

- Le budget militaire américain est près de 29 fois supérieur à celui de la totalité des « Etats voyous », (Cuba, Iran, Libye, Corée du Nord, Soudan et Syrie réunis), qui avoisine 14,65 milliards de dollars.

- Le budget militaire américain dépasse les budgets militaires cumulés des 14 pays suivants.

- Le budget cumulé des six ennemis « potentiels » des Etats-Unis, Chine et Russie incluses, s'élève à 139 milliards de dollars, soit 30 % du budget militaire américain.

Centre de contrôle des armements et de la non-prolifération, 25/2/2007

Comparez le budget militaire américain à celui de l'Onu : Les Nations unies, ainsi que l'ensemble de ses agences, disposent de près de 20 milliards de dollars par an, soit 3 dollars par habitant de la planète. C'est dérisoire par rapport aux budgets nationaux et, surtout, aux budgets militaires.

Pourtant, depuis près de vingt ans, l'Onu se trouve confrontée à des difficultés financières qui l'ont forcée à amputer d'importants programmes dans tous les domaines.

Nombre des membres de l'Organisation n'ont payé leurs contributions que partiellement et réduits leurs dons aux fonds volontaires des Nations unies.

Au 31 octobre 2006, le reste dû à l'Onu s'élevait à 661 millions de dollars, dont 526 pour les seuls Etats-Unis, soit 80 % des arriérés totaux.

UN Financial Crisis, Global Policy Forum, 25/2/2007

PI. *Comment les industries d'armement et les gouvernements arrivent-ils à persuader le public qu'il faut continuer ce commerce en dépit de son impact négatif dans les domaines humanitaires et économiques ?*

SH. Par la création d'emplois, avec de discrets relents de patriotisme. BAE se présente ainsi comme une *British company* protégeant les *British jobs*. En réalité, la plupart de ses actionnaires vivent à l'étranger et ont, dans ces dernières années, créé plus de chômage que de jobs dans le pays.

PI. *En quoi consistent les expositions d'armements et qui les financent ?*

SH. Ce sont des manifestations imposantes qui donnent aux sociétés de vente d'armes l'occasion de montrer leurs produits à des acheteurs potentiels. Cela n'a rien d'une exposition de pistolets de poche ! Lorsqu'un salon de la défense se tient à Londres, on y voit une profusion de tanks et d'avions, et même des vaisseaux amarrés sur les quais de la Tamise. Ces salons sont organisés par des sociétés privées, mais ne peuvent avoir lieu qu'avec le soutien des gouvernements.

Le SHOT show, quant à lui, constitue l'exposition la plus importante aux Etats-Unis des armes de tirs, de chasse, etc., destinée aux professionnels travaillant dans ce secteur.

L'an dernier, on a pu y voir proposer la vente d'un équipement de torture, sous le slogan « *Nous faisons hurler les hommes depuis 1975* ».

Il y a cependant eu un progrès significatif en 2007 lorsque la société Reed Elsevier (qui organise de grandes expositions mondiales de ce type) a répondu à notre campagne en s'engageant à céder la plupart de ces foires d'ici la fin de l'année. Nous encourageons désormais le monde des affaires à prendre conscience que ce genre d'activité est tout sauf positif pour leur image de marque.

PI. *Est-il fréquent que des armes exportées soient utilisées dans les divers conflits qui ravagent la planète ?*

SH. Peu d'armes, comparativement parlant, servent dans le pays où elles sont fabriquées. Mais une arme est parfois composée de pièces fabriquées dans plusieurs pays différents. Ce qui rend peu facile de pister les filières de ce commerce.

PI. *Pouvez-vous nous dire un mot de votre campagne « Arrêtons d'armer Israël » ?*

SH. Ce mouvement « Arrêtons d'armer Israël », qui a pris naissance lors de la dernière guerre du Liban, est une coalition formée du CCTA, de Guerre à la misère, de la Campagne de solidarité des Palestiniens et du Comité israélien contre les démolitions. Nous appelons le gouvernement britannique à stopper ses ventes d'armes à ce pays, de même, d'ailleurs, que le trafic en faveur du Hezbollah.

PI. *Quelles sont vos méthodes d'action, vos stratégies, pour mettre fin à ce trafic d'armes international et renforcer dans l'opinion publique l'idéal d'un monde démilitarisé et en paix ?*

SH. La CCTA met en place des campagnes massives, des actions de terrains, et se rapproche des médias et des parlementaires. Notre activité est strictement non-violente. Nous collaborons souvent avec d'autres organisations œuvrant dans le même but. Cette dernière année a vu l'opinion publique britannique

s'opposer fermement à ce genre de société, dont elle avait compris le poids qu'elles avaient sur l'action gouvernementale. Ce qui a débouché sur les succès contre le DESO et Reed Elsevier.

Je suis profondément convaincu que ce mouvement va se poursuivre, voire gagner en puissance, et qu'il se répercutera aux Etats-Unis, en France, et sur la planète. Les Britanniques ont célébré cette année le 200e anniversaire de l'abolition du commerce des esclaves. Un jour, j'en suis persuadé, nos descendants, célébrerons le 20e anniversaire de

l'abolition du commerce des armes.

Plus d'information : www.caa.org.uk

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()